

8 place Louis Sellier  
80021 AMIENS CEDEX 1

**ACCORD-CADRE DE SERVICES N° 2025/020 DU 20/05/2025  
PASSÉ SELON UNE PROCÉDURE ADAPTÉE (MARCHE SPECIFIQUE)**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES  
(CCAP)**

**OBJET DE L'ACCORD-CADRE :**  
ACTIONS DE PREVENTION BUCCO-DENTAIRE DES ENFANTS SCOLARISES EN  
GRANDES SECTIONS DE MATERNELLE (GSM) EN ZONES DEFAVORISEES

## SOMMAIRE

<b>CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES</b>	<b>4</b>
Article 1. Objet de l'accord-cadre	4
Article 2. Mode de passation et forme de l'accord-cadre	4
Article 2.1. Mode de passation	4
Article 2.1. Forme de l'accord-cadre	4
Article 3. Durée de l'accord-cadre et point de départ	4
Article 3.1. Durée de l'accord-cadre	4
Article 3.2. Point de départ des prestations	4
Article 4. Pièces constitutives de l'accord-cadre	5
Article 4.1. Pièces générales	5
Article 4.2. Pièces particulières	5
Article 4.3. Pièces particulières constitutives lors de l'émission d'un bon de commande	5
<b>CHAPITRE 2 : EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE</b>	<b>6</b>
Article 5. Prestations attendues	6
Article 6. Représentant et correspondants du Titulaire	6
Article 7. Interlocuteurs de la CPAM de la Somme	6
Article 8. Lieu d'exécution	6
Article 9. Modalités d'exécution des bons de commande	6
Article 9.1. Emission des bons de commande	6
Article 9.2. Délai d'exécution d'un bon de commande	6
Article 9.3. Modification des bons de commande	7
Article 10. Opérations d'admission	7
Article 11. Prestations similaires	7
Article 12. Modification du présent accord-cadre	7
Article 13. Obligations et responsabilités du titulaire	7
Article 13.1. Démarche environnementale et sociétale à adopter par le Titulaire	7
Article 13.2. Responsabilité sur les installations	8
Article 13.3. Responsabilité à l'égard de son personnel	8
Article 13.4. Plan de prévention	8
Article 14. Documentation - Langue	8
Article 15. Règlement Général sur la Protection des Données	8
Article 16. Politique de sécurité de la CPAM de la Somme	9
Article 16.1. Confidentialité	9
Article 16.2. Disponibilité	10
Article 16.3. Intégrité	11

<b>Article 16.4. Preuve</b>	<b>11</b>
<b>Article 17. Protocole sanitaire mis en place par la CPAM de la Somme</b>	<b>11</b>
<b>Article 18. Sous-Traitance</b>	<b>11</b>
<b>CHAPITRE 3 : CONDITIONS FINANCIÈRES - PÉNALITÉS</b>	<b>12</b>
<b>Article 19. Prix</b>	<b>12</b>
<b>Article 19.1. Généralités sur les prix</b>	<b>12</b>
<b>Article 19.2. Forme et contenu des prix</b>	<b>12</b>
<b>Article 19.3. Actualisation des prix</b>	<b>13</b>
<b>Article 20. Facturation</b>	<b>13</b>
<b>Article 20.1. Modalités de paiement</b>	<b>13</b>
<b>Article 20.2. Modalités de transmission et de présentation des factures</b>	<b>13</b>
<b>Article 20.2.1. Modalités de transmission des factures</b>	<b>13</b>
<b>Article 20.2.2. Modalités de présentation des factures</b>	<b>13</b>
<b>Article 20.3. Délai global de paiement et Intérêts moratoires</b>	<b>14</b>
<b>Article 21. Avance forfaitaire</b>	<b>14</b>
<b>Article 22. Cession - Nantissement</b>	<b>15</b>
<b>Article 23. Pénalités</b>	<b>15</b>
<b>Article 23.1. Non-respect du protocole sanitaire mis en place par la CPAM de la Somme</b>	<b>15</b>
<b>Article 23.2. Pénalités pour travail dissimulé</b>	<b>15</b>
<b>Article 23.3. Pénalités en cas de non-respect du nombre d'enfants visés par les campagnes</b>	<b>15</b>
<b>Article 23.4. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations</b>	<b>15</b>
<b>CHAPITRE 4 : AUTRES DISPOSITIONS</b>	<b>17</b>
<b>Article 24. Assurances</b>	<b>17</b>
<b>Article 25. Changement de la situation du titulaire</b>	<b>17</b>
<b>Article 25.1. Changement sans création d'une nouvelle personne morale</b>	<b>17</b>
<b>Article 25.2. Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale</b>	<b>17</b>
<b>Article 26. Régularité de la situation fiscale et sociale – Dispositif de vigilance</b>	<b>17</b>
<b>Article 27. Lutte contre le travail dissimulé</b>	<b>18</b>
<b>Article 28. Résiliation</b>	<b>18</b>
<b>Article 28.1. Résiliation aux torts du titulaire</b>	<b>18</b>
<b>Article 28.2. Résiliation du fait de la CPAM de la Somme</b>	<b>19</b>
<b>Article 29. Litiges</b>	<b>19</b>
<b>Article 30. Évolution de la législation</b>	<b>20</b>
<b>Article 31. Dérogations au CCAG-FCS</b>	<b>20</b>

## CHAPITRE 1 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### Article 1. Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la mise en œuvre d'actions de prévention bucco-dentaire (sensibilisation, dépistage) auprès des enfants de grandes sections de maternelle en zones défavorisées dans la Somme sur des communes où le recours aux soins dentaires est faible.

La nature des prestations et leurs conditions d'exécution sont définies dans le CCTP.

Codes CPV : 85131000-6 (services de soins dentaires)  
33711790-1 (kits d'hygiène dentaire)

### Article 2. Mode de passation et forme de l'accord-cadre

#### Article 2.1. Mode de passation

Le présent accord-cadre est passé conformément à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.

Le présent accord-cadre est soumis au code de la commande publique. La procédure de passation des marchés est celle de la procédure adaptée visée à l'article L. 2123-1 du code précité.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2123-1-3°, il s'agit d'un marché spécifique.

#### Article 2.1. Forme de l'accord-cadre

La technique d'achat choisie est l'accord-cadre en vertu de l'article L.2125-1-1° du Code de la commande publique. La forme retenue est l'accord-cadre mono-attributaire conformément à l'article R2162-8 du Code de la commande publique. Cet Accord-cadre s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commandes dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R2162-14 du code de la commande publique.

En application de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu avec un montant maximum fixé à 278 000 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre (soit 4 ans). Aucune modification de l'accord-cadre ne pourra être effectuée sans la notification d'un avenant, sauf cas particulier prévu dans le présent CCAP.

### Article 3. Durée de l'accord-cadre et point de départ

#### Article 3.1. Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée d'un an **à compter du 15/10/2025**.

Il pourra être reconduit, par tacite reconduction, à la date anniversaire, dans la limite de trois fois pour une durée égale à la durée initiale, sauf dénonciation par lettre recommandée avec accusé de réception au moins trois mois avant la date anniversaire.

#### Article 3.2. Point de départ des prestations

Les prestations font l'objet de bons de commande établis par la CPAM de la Somme.

Par dérogation à l'article 13.1.2 du CCAG-FCS, les dates et délais d'exécution sont précisés dans les bons de commande.

## **Article 4. Pièces constitutives de l'accord-cadre**

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre décroissant, les suivantes :

### **Article 4.1. Pièces générales**

Les documents applicables sont ceux en vigueur au jour de la remise de l'offre :

- l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés des organismes de sécurité sociale,
- le code de la commande publique,
- l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique,
- le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique,
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Services passés par l'Etat (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Les pièces générales de l'accord-cadre, bien que non jointes à ce dernier, sont réputées parfaitement connues des contractants.

### **Article 4.2. Pièces particulières**

- l'acte d'engagement et ses annexes, y compris financières,
- le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- l'offre technique et financière du Titulaire,
- les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

Les originaux conservés par la CPAM de la Somme font seuls foi.

### **Article 4.3. Pièces particulières constitutives lors de l'émission d'un bon de commande**

- les bons de commande conclus dans le cadre du présent accord-cadre,
- les devis du titulaire.

## CHAPITRE 2 : EXÉCUTION DE L'ACCORD-CADRE

### Article 5. Prestations attendues

Le détail des prestations attendues sont détaillés au sein du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### Article 6. Représentant et correspondants du Titulaire

Dès la notification du présent accord-cadre, le Titulaire désigne un représentant chargé de le représenter auprès de la CPAM de la Somme. Il dispose des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions engageant le Titulaire conformément à l'article 3.4.1 du CCAG-FCS.

Dès notification du présent accord-cadre, le Titulaire désigne sur la base de son offre un ou des correspondants privilégiés chargé(s) de suivre et faire exécuter le présent accord-cadre.

### Article 7. Interlocuteurs de la CPAM de la Somme

Interlocuteurs pour la CPAM de la Somme :

<p><b>Pour tout renseignement d'ordre <u>Administratif</u></b></p> <p>CPAM de la Somme – Pôle Marchés 8 place Louis Sellier – 80021 Amiens Estela DE OLIVEIRA - ☎ 03-60-24-89-98 estela.deoliveira@assurance-maladie.fr</p>	<p><b>Pour tout renseignement d'ordre <u>Technique</u></b></p> <p>CPAM de la Somme – Espace Santé Prévention 8 place Louis Sellier – 80021 Amiens Lise JAVELOT ☎ 07-61-39-82-58 lise.javelot@assurance-maladie.fr</p>
---	---

### Article 8. Lieu d'exécution

Les prestations se déroulent dans les écoles maternelles situées en zone défavorisées de la Somme sur des communes où le recours aux soins dentaires est faible. La liste des écoles ciblées par la CPAM de la Somme sera communiquée chaque année au titulaire.

### Article 9. Modalités d'exécution des bons de commande

#### Article 9.1. Emission des bons de commande

Le bon de commande est notifié au Titulaire par mail avant tout commencement d'exécution des prestations. Chaque bon de commande sera notifié au Titulaire par courriel et comportera (sur la base du devis émis par le Titulaire) les mentions suivantes :

- le numéro de l'accord-cadre mentionné en 1ère page de l'acte d'engagement
- La date de livraison
- le numéro du bon de commande
- les nom et adresse du Titulaire
- la désignation exacte de la prestation
- le nombre d'enfants concernés par la prestation
- le(s) lieu(x) de livraison
- les délais de livraison
- le prix total du bon de commande (HT, TVA, TTC)

#### Article 9.2. Délai d'exécution d'un bon de commande

Le candidat précisera le délai maximum dans lequel il pourra exécuter sa mission à compter de la réception du bon de commande émis par la CPAM de la Somme

En tout état de cause, la durée d'exécution<sup>1</sup> du dernier bon de commande ne peut excéder de plus de **deux (2) mois** la date limite de validité du présent accord-cadre.

### **Article 9.3. Modification des bons de commande**

La CPAM de la Somme se réserve le droit de modifier un bon de commande dont les prestations sont en cours de réalisation. Dans cette hypothèse, les prestations commandées sont suspendues et la CPAM de la Somme adresse un bon de commande rectificatif au Titulaire, qui doit formellement notifier son acceptation de la modification. Le(s) délai(s) de réalisation de(s) la(es) prestation(s) modifiée(s) est (sont) précisé(s) dans le bon de commande rectificatif.

### **Article 10. Opérations d'admission**

Il est fait application de l'article 30.1 à 30.4 du CCAG-FCS pour les opérations d'admission, d'ajournement, de réfaction et de rejet.

### **Article 11. Prestations similaires**

Les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de prestations similaires dans les conditions définies à l'article R 2122-7 du code de la commande publique. Les prestations similaires seront confiées et exécutées par le titulaire du présent accord-cadre dans les mêmes conditions que celles qui sont fixées dans le présent accord-cadre. En outre, ce nouveau marché devra être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent accord-cadre. Des marchés supplémentaires pourront être également conclus conformément à l'article R 2194-2 du code de la commande publique.

### **Article 12. Modification du présent accord-cadre**

Le présent accord-cadre peut-être modifié dans les conditions présentées aux articles L2194-1, L2194-2, et R2194-1 à R2194-10 du Code de la commande publique.

Conformément à l'article L2194-1, le présent accord-cadre peut notamment être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire, lorsque :

- 1° Les modifications ont été prévues dans les documents contractuels initiaux ;
- 2° Des travaux, fournitures ou services supplémentaires sont devenus nécessaires ;
- 3° Les modifications sont rendues nécessaires par des circonstances imprévues ;
- 4° Un nouveau titulaire se substitue au titulaire initial ;
- 5° Les modifications ne sont pas substantielles ;
- 6° Les modifications sont de faible montant.

### **Article 13. Obligations et responsabilités du titulaire**

#### **Article 13.1. Démarche environnementale et sociétale à adopter par le Titulaire**

Le Titulaire devra s'inscrire dans une démarche volontaire en matière de respect de l'environnement et décrire quelle est la politique de son entreprise en la matière, en outre quelles sont les mesures spécifiques pour prendre en compte l'impact environnemental de l'activité exercée.

De manière générale, les fournitures et prestations du présent accord-cadre doivent respecter les principes et la réglementation garantissant une gestion durable de l'environnement. Dans ce cadre, le Titulaire s'engage en cours d'exécution de l'accord-cadre, et ce, de manière constante, à apporter la preuve sur demande expresse de la CPAM de la Somme, que les fournitures qu'il livre répondent aux spécifications portant sur la gestion durable de l'environnement.

<sup>1</sup> Pour rappel, par durée d'exécution, on entend la durée de validité du bon de commande.

De même, le Titulaire déclare souscrire, pour ses recrutements, aux principes du développement durable et particulièrement à la formation professionnelle du personnel, la non-discrimination à l'emploi ou l'insertion sociale par l'activité économique.

La CPAM de la Somme souhaite en effet, dans le choix de ses prestataires, porter les valeurs de l'Institution de la Sécurité Sociale qui s'inscrivent légitimement dans les préoccupations du Développement Durable, tous champs confondus.

### **Article 13.2. Responsabilité sur les installations**

Le Titulaire se déclare responsable de toutes les installations sur lesquelles il sera intervenu.

Le Titulaire est également responsable :

- des dégradations éventuelles occasionnées aux ouvrages et aménagements existants par l'exécution de ses travaux,
- des dégradations éventuelles occasionnées à du matériel appartenant à la CPAM de la Somme, par suite ou en cours de l'exécution de ses prestations,
- du matériel et des matériaux qu'il a déposés, soit à l'intérieur, soit à l'extérieur des locaux de la CPAM de la Somme.

### **Article 13.3. Responsabilité à l'égard de son personnel**

Le Titulaire est seul responsable des infractions aux lois et règlements et ne peut exercer aucun recours contre la CPAM de la Somme en cas de condamnation encourue par lui ou ses employés.

Le Titulaire a notamment la charge entière de la stricte application des lois et règles (notamment celles de la législation et de la réglementation du travail).

Le Titulaire atteste que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard du Code du Travail.

### **Article 13.4. Plan de prévention**

Sans objet.

## **Article 14. Documentation - Langue**

Toute documentation du Titulaire produite dans le cadre de ses prestations est remise sur support papier ou par voie électronique et en langue française.

Toute prestation impliquant une modification de la documentation se traduit par une mise à jour systématique de la documentation, qui doit être remise par le Titulaire dans les meilleurs délais et sous un mois maximum à compter du terme de la prestation concernée.

Toute modification, adjonction, suppression, apportée à la documentation remise par le Titulaire doit faire l'objet d'une identification expresse, immédiate et exploitable par la CPAM de la Somme.

## **Article 15. Règlement Général sur la Protection des Données**

L'exécution des marchés peut placer le Titulaire dans une situation de sous-traitance vis-à-vis de la CPAM de la Somme au sens de la réglementation relative à la protection des données personnelles (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 / Loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

En effet, est qualifiée de sous-traitant « la personne physique ou morale, l'autorité publique, le service ou un autre organisme qui traite des données pour le compte du responsable du traitement » (article 4 RGPD).

Le nouveau Règlement Européen de Protection des Données Personnelles (RGPD), entré en vigueur le 25 mai 2018, est venu fixer de nouvelles obligations pour les sous-traitants et notamment (article 28 et s. RGPD) :



- Prendre les mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du RGPD (exemple : niveau de sécurité adapté, afin de garantir l'intégrité ou la confidentialité des données ; article 32 RGPD) et garantisse la protection des droits des personnes ;
- Ne traiter les informations que conformément aux instructions de la CPAM de la Somme, y compris en ce qui concerne les transferts de données en dehors de l'Union Européenne ;
- Veiller, à ce que le personnel traitant les données soit tenu à la confidentialité ou soit soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
- Fournir, le cas échéant, à la CPAM de la Somme ou toute autorité d'enregistrement désignée, la liste exhaustive du personnel accédant aux données ;
- Apporter l'aide à CPAM de la Somme, en fonction de la nature du traitement, pour qu'elle s'acquitte de l'ensemble de ses obligations (obligations vis-à-vis des droits des personnes concernées, de la sécurité du traitement, etc ; Chap III RGPD, articles 32 à 36 RGPD) ;
- Mettre à disposition de la CPAM de la Somme toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect de ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections et contribuer à ces audits ;
- Permettre à la CPAM de la Somme de gérer toutes les obligations relatives à l'exercice des droits ;
- Informer CPAM de la Somme de toute instruction qui pourrait constituer une violation des dispositions du RGPD et de la loi dite « informatique et libertés » modifiée (Loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés telle que modifiée par la loi n°2018-493 du 20 juin 2018) ;
- Notifier à la CPAM de la Somme, dans les meilleurs délais, toute suspicion de violation de données, accidentelle ou non, traitées pour son compte dans les meilleurs délais après en avoir pris connaissance afin qu'elle puisse respecter ses obligations (article 33 RGPD). Il est convenu entre la CPAM de la Somme et le Titulaire que toutes les interventions qui seront effectuées par ce dernier auront lieu sous couvert de l'anonymisation des données grâce à des scripts fournis par ledit Titulaire et que la CPAM de la Somme s'engage à utiliser) ;
- Tenir un registre de toutes les catégories d'activité de traitement effectuées pour le compte de la CPAM de la Somme (article 30.2 RGPD).

Dans l'hypothèse où le Titulaire aurait lui-même recours à de la sous-traitance pour une ou diverses missions que la CPAM de la Somme lui aurait confiées, et sous réserve qu'elle l'ait préalablement et formellement autorisée, la CPAM de la Somme rappelle que lesdits sous-traitants sont tenus aux mêmes obligations précitées.

Le Titulaire demeure cependant pleinement responsable de l'inexécution de leurs obligations.

Ces dispositions ne remettent aucunement en cause l'ensemble des obligations contractuelles spécifiées au sein du marché qui lie le Titulaire à la CPAM de la Somme et notamment celles relatives :

- Au sort des données que traite le Titulaire pour le compte de la CPAM de la Somme (suppression, destruction, retransmission de ces données) ;
- Aux règles relatives à la confidentialité.

## **Article 16. Politique de sécurité de la CPAM de la Somme**

### **Article 16.1. Confidentialité**

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés, modifiée, et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou support numérique, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du présent accord-cadre,
- ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du présent accord-cadre,
- ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du présent accord-cadre,
- ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- la divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du présent accord-cadre,
- les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie,

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent accord-cadre et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent accord-cadre et pour quelque cause que ce soit.

Entre outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation de plein droit et sans indemnité du présent accord-cadre.

**Aussi, avant le début de l'exécution de la prestation, un document dénommé « Engagement de Confidentialité » définissant les obligations et responsabilités du Titulaire en matière de confidentialité et de protection des informations auxquelles il aura accès sous quelque forme que ce soit, sera complété et signé par les deux parties (annexe 2 de l'acte d'engagement). Cette pièce fait partie des pièces contractuelles du présent accord-cadre.**

## Article 16.2. Disponibilité

Tout dysfonctionnement intervenant pendant l'exécution de la prestation, qu'il ait pour origine une manipulation involontaire ou un défaut du matériel utilisé, sera signalé à la CPAM de la Somme, via les numéros d'appel qui figureront au plan de prévention. En l'absence de plan de prévention, le dysfonctionnement sera signalé au service de la CPAM de la Somme, en charge du suivi du présent accord-cadre.

En cas d'interruption prolongée des moyens de fonctionnement de la CPAM de la Somme (alimentation électrique, réseau informatique, etc.) du fait du prestataire, entraînant une perte d'activité de la CPAM de la Somme, l'indemnisation du préjudice subi par la CPAM de la Somme sera à la charge du prestataire.

### **Article 16.3. Intégrité**

Toute utilisation d'information, propriété de la CPAM de la Somme, par acte de malveillance, appropriation, modification ou falsification, est répréhensible.

En cas de non-respect du critère d'intégrité de l'information, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels la CPAM de la Somme ou la personne affectée peut prétendre.

En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation de plein droit et sans indemnité du présent accord-cadre.

### **Article 16.4. Preuve**

Sans objet.

## **Article 17. Protocole sanitaire mis en place par la CPAM de la Somme**

**Si un contexte de crise épidémique est reconnu par les autorités sanitaires, le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des obligations et recommandations gouvernementales. Il sera également tenu impérativement de faire respecter à son personnel le protocole sanitaire mis en place par la CPAM de la Somme dans le cadre des prestations qu'il exécute au sein des locaux de cette dernière. Ce protocole est repris en annexe 1 de l'acte d'engagement.**

**En cas de non –respect de ces consignes, l'accès aux locaux de la CPAM de la Somme pourra lui être refusé. Si le refus entraîne un retard dans l'exécution des prestations demandées ou attendues, les pénalités prévues à l'article 23-1 du présent CCAP seront appliquées.**

## **Article 18. Sous-Traitance**

La sous-traitance doit être réalisée conformément aux dispositions des articles R.2193-1 à R.2193-22 du Code de la Commande publique.

## CHAPITRE 3 : CONDITIONS FINANCIÈRES - PÉNALITÉS

### Article 19. Prix

#### Article 19.1. Généralités sur les prix

Les prestations sont réglées par application des prix indiqués en annexe financière de l'acte d'engagement. Les prix unitaires sont fixés par type de prestations et par enfant comme suit :

- **Séance de sensibilisation à l'hygiène bucco-dentaire :**

Le prix de la prestation comprend la réalisation de la séance de sensibilisation d'une durée d'une heure environ, les supports pédagogiques, la fourniture de brosses à dents adaptées à l'âge de la cible (5/6 ans) avec le marquage « M'T Dents tous les ans » ainsi que tous les frais annexes du titulaire.

Le prix de la prestation **ne doit pas dépasser 14 € TTC par enfant**. Il est précisé que les coûts de l'opération sont fixés par l'Assurance Maladie et qu'il n'est pas possible de proposer un prix supérieur, conformément aux cahiers des charges de la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie.

- **Séance de sensibilisation à l'hygiène bucco-dentaire accompagnée d'un dépistage bucco-dentaire individuel :**

Le prix de la prestation comprend la réalisation de la séance de sensibilisation d'une durée d'une heure environ, les supports pédagogiques, la fourniture de brosses à dents adaptées à l'âge de la cible (5/6 ans) avec le marquage « M'T Dents tous les ans », le dépistage bucco-dentaire suivi de l'entretien motivationnel ainsi que tous les frais annexes du titulaire.

Le prix de la prestation **ne doit pas dépasser 25 € TTC par enfant**. Il est précisé que les coûts de l'opération sont fixés par l'Assurance Maladie et qu'il n'est pas possible de proposer un prix supérieur, conformément aux cahiers des charges de la Caisse Nationale de l'Assurance

L'ensemble des frais du Titulaire est inclus dans les prix indiqués en annexe financière de l'acte d'engagement. Les prix comprennent les dépenses de toute nature inhérentes à l'exécution de l'accord-cadre. Le Titulaire n'est fondé à réclamer aucun supplément de prix du fait d'une erreur d'évaluation de sa part sur la charge de travail ou les moyens de nature nécessaires à l'exécution des prestations.

A noter seuls des frais de déplacement peuvent être demandés pour les intervenants amenés à sensibiliser et le cas échéant dépister les enfants de grandes sections de maternelle dans les écoles situées en zones très sous dotées. Le zonage réalisé par les ARS est consultable via le lien suivant :

[https://cartosante.atlasante.fr/validation/#c=indicator&i=zonage\\_conv.z](https://cartosante.atlasante.fr/validation/#c=indicator&i=zonage_conv.z)

Les modalités de prise en charge de ces frais sont précisées à l'article 3.4 du CCTP.

Le taux de TVA en vigueur est de 20%. La taxe sur la valeur ajoutée est facturée au taux en vigueur à la date de notification de l'accord-cadre. En cas de modification de la législation fiscale au cours de la durée de l'accord-cadre, il sera fait application du taux en vigueur à la date du fait générateur, sans qu'il soit besoin de constater la modification par voie d'avenant.

#### Article 19.2. Forme et contenu des prix

Le présent accord-cadre est traité à prix forfaitaire par enfant.

Les prix sont ceux indiqués à l'annexe 3 de l'acte d'engagement. Les prix unitaires seront appliqués aux quantités réellement exécutées.

Les prix sont réputés fermes pendant toute la durée de l'accord-cadre. Ils comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais annexes du titulaire, y compris la fourniture des kits pour les enfants.

Il est à noter que les prix fixés par la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie pourront évoluer dans le courant de l'accord-cadre. Le cas échéant, le titulaire sera informé par la CPAM de la Somme et un avenant au présent accord-cadre sera établi.

### Article 19.3. Actualisation des prix

- Prix par enfant :

Les prix seront actualisables en fonction de l'évolution du montant accordé par la CNAM, par an et par enfant.

- Frais de déplacement

Les prix seront actualisables en fonction du barème kilométrique suivant :

⇒ pour un véhicule : sur la base du tarif kilométrique en vigueur :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045160753>) multiplié par la distance (nb de km) parcourue entre le domicile de l'intervenant et l'école. A noter, l'indemnisation des frais de déplacement est limitée à 200 km maximum aller/retour.

⇒ pour les transports en commun (train, bus, métro, RER, tramway, autocar) sur présentation d'un justificatif de trajet (pour le train, indemnisation du billet sur la base d'un billet seconde classe ; pour les autres transports en commun sur présentation du ticket/billet).

### Article 20. Facturation

#### Article 20.1. Modalités de paiement

Les règlements font l'objet, après service fait, d'un paiement définitif, sur présentation d'une facture établie par le Titulaire. Les prestations seront réglées à terme échu après exécution des prestations et interventions demandées dans le cadre du présent accord-cadre.

Les sommes dues en exécution du présent accord-cadre seront payées en EUROS **par virement bancaire de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Somme**, déduction faite des éventuelles pénalités.

Les pénalités dont le Titulaire serait redevable au titre des dispositions de l'article 23 du présent CCAP seront déduites du montant TTC de la facture.

#### Article 20.2. Modalités de transmission et de présentation des factures

##### *Article 20.2.1. Modalités de transmission des factures*

Les factures seront exclusivement adressées par voie dématérialisée via l'application Chorus Pro :

l'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse suivante : **<http://chorus-pro.gouv.fr>**

Le numéro de SIRET qui identifiera la CPAM de la Somme en tant que destinataire de la facture est :  
**303 038 384 001 76.**

Le Titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro sera refusé.

De même, tout autre mode de transmission des factures sera également refusé (mail, fax, ...).

##### *Article 20.2.2. Modalités de présentation des factures*

La facture comporte obligatoirement les mentions suivantes :

- les noms et adresses du Titulaire,

- les références du n° de l'accord-cadre,
- le numéro du bon de commande,
- le numéro de compte postal ou bancaire du Titulaire, tel qu'il est précisé dans l'acte d'engagement,
- la désignation de la prestation effectuée, le nombre d'enfants sensibilisés, le nombre d'enfants sensibilisés et dépistés, les dates de réalisation des prestations,
- le montant total hors taxe, la TVA et le montant TTC de la facture,
- la date de facturation,
- pour les banques étrangères : le numéro de banque intracommunautaire.

*Application de la taxe à la valeur ajoutée* : Les montants des Sommes versées au Titulaire sont calculés en application du taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de mandatement. Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du décompte général en appliquant les taux de TVA en vigueur lors des encaissements.

Les règlements seront effectués au crédit du compte ouvert mentionné **au point B3** de l'acte d'engagement (**joindre un RIB original**).

### **Article 20.3. Délai global de paiement et Intérêts moratoires**

Les sommes dues au Titulaire, seront payées dans un délai global de 30 jours. Le point de départ du délai global de paiement est la date de réception de la facture par les services de la CPAM de la Somme sous réserve de service fait.

Le non-paiement dans les délais des sommes dues par la CPAM de la Somme en application du présent accord-cadre fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et de l'indemnité pour frais de recouvrement prévus à l'article L.2192-13 portant partie législative et à l'article R.2192-31 et à l'article D.2192-35 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1er jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage (article L.2192-13 du code de la commande publique renvoyant à l'article R.2192-31).

En cas de retard de paiement une indemnité forfaitaire de 40 € (article D.2192-35 du code de la commande publique) pour frais de recouvrement doit s'ajouter systématiquement aux intérêts moratoires.

Le délai de paiement sera suspendu dans les cas suivants :

- si la facture fait l'objet d'un rejet motivé de la part du pouvoir adjudicateur,
- en cas de changement dans l'identification de l'entreprise Titulaire (raison sociale, coordonnées bancaires etc...) tant que les pièces justificatives correspondantes n'auront pas été transmises.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement doivent être payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal (article R. 2192-36 du code de la commande publique).

### **Article 21. Avance forfaitaire**

Sauf renonciation du Titulaire dans l'acte d'engagement du présent accord-cadre, une avance est accordée dans les conditions de l'article R.2191-3 et suivant du code de la commande publique et de l'article 11.1 option A du CCAG-FCS.

La CPAM de la Somme accorde une avance lorsque le montant du bon de commandes est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Les règlements d'avance n'ont pas le caractère de paiement définitif et doivent être remboursées, conformément à aux articles R2191-11 et R2191-12 du Code de la commande publique.



## Article 22. Cession - Nantissement

Le présent accord-cadre pourra faire l'objet d'une cession ou d'un nantissement dans les conditions fixées par les articles R. 2191-45 et suivants du code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l'article R.2191-62 du Code de la commande publique est le Directeur Comptable et Financier de la CPAM de la Somme ou son représentant habilité.

## Article 23. Pénalités

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, pour tout manquement aux conditions de maintenance établies dans le présent accord-cadre, le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon les dispositions suivantes :

Les pénalités seront notifiées au Titulaire par écrit, par lettre recommandée avec accusé de réception, et directement déduite du règlement de la facture concernée.

Par dérogation à l'article 14-1-3 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues quel que soit leur montant.  
Les pénalités sont cumulables entre elles.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS :

### Article 23.1. Non-respect du protocole sanitaire mis en place par la CPAM de la Somme

En cas de non-respect du protocole sanitaire mise en place par la CPAM de la Somme (cf. article 18 du présent CCAP et annexe 1 de l'acte d'engagement) et entraînant un retard dans l'exécution des prestations, le titulaire se verra appliquer les pénalités suivantes : 50 € par heure de retard ou 150 € par jour de retard.

### Article 23.2. Pénalités pour travail dissimulé

Des pénalités peuvent être infligées par la CPAM de la Somme au Titulaire si ce dernier ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.

Le montant des pénalités prévues au titre du présent accord-cadre est égal à 500 €.

L'application de ces pénalités est indépendante du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

### Article 23.3. Pénalités en cas de non-respect du nombre d'enfants visés par les campagnes

Cet article est applicable pour les campagnes de sensibilisation mais aussi les campagnes de sensibilisation et dépistage.

En cas de non-respect du nombre d'enfants à sensibiliser et/ou à dépister précisé sur le bon de commande émis par la CPAM de la Somme, le titulaire encourt l'application de pénalité d'un montant de 50 € par enfant non sensibilisé et/ou non sensibilisé et non dépisté.

Les pénalités sont appliquées en cas de non-respect des clauses du présent accord-cadre par le titulaire. Toutefois, elles ne s'appliquent pas si ce non-respect résulte d'une instruction du service prévention de la CPAM de la Somme ou de la CNAM.


### Article 23.4. Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

En cas de retard dans l'exécution des prestations par le titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 1000$$

Dans laquelle :

P = montant de la pénalité (HT),

	<p style="text-align: center;"><i>MAPA N° 2025/020– CCAP</i>  <i>Actions de prévention bucco-dentaire des enfants scolarisés en grandes sections de maternelle (GSM) en zones défavorisées</i></p>	<p style="text-align: right;">Page 16 sur 20</p>
--	--	--

V= valeur totale de la prestation commandée soit le montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R= nombre de jours ouvrables de retard. Il s'agit du nombre de jours écoulés entre le dernier jour de la période de réalisation de la prestation prévue sur le bon de commande et le jour réel de la réalisation de la prestation, bornes incluses.



## CHAPITRE 4 : AUTRES DISPOSITIONS

### Article 24. Assurances

Avant tout commencement d'exécution du présent accord-cadre, le Titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurances au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle, en cas de dommage occasionné dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre.

**La non-production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du présent accord-cadre.**

### Article 25. Changement de la situation du titulaire

Tout changement dans la situation du Titulaire doit être porté à la connaissance de la CPAM de la Somme.

#### Article 25.1. Changement sans création d'une nouvelle personne morale

Tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile, du compte à créditer, doit être notifié par lettre recommandée avec avis de réception à la CPAM de la Somme. Cette notification doit être appuyée, selon les cas, soit du nouveau R.I.B., soit d'un exemplaire du journal d'annonces légales relatant la décision de l'Assemblée Générale de la société, soit d'une copie de l'extrait du journal d'annonces légales.

#### Article 25.2. Changement entraînant la création d'une nouvelle personne morale

Lorsque le changement entraîne la création d'une nouvelle personne morale (fusion, absorption, reprise de société dans le cadre d'une liquidation judiciaire...), il convient d'établir une modification actant le transfert du marché au nouveau Titulaire. Des documents tels qu'un exemplaire du journal d'annonces légales, un nouveau RIB seront à fournir.

La CPAM de la Somme vérifie que le nouveau Titulaire dispose des moyens financiers, techniques et professionnels lui permettant d'assurer la continuité du marché. Elle s'assure de la production des documents prévus aux articles R2143-3 à R2143-12 décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

### Article 26. Régularité de la situation fiscale et sociale – Dispositif de vigilance

En vertu des articles R 2143-7 à R 2143-10 du Code de la commande publique, il sera demandé au Titulaire, de remettre à la CPAM de la Somme tous les six mois à compter de la date de notification du présent accord-cadre et jusqu'à la fin de son exécution :

- les certificats délivrés par les administrations et organismes de sécurité sociale attestant que le candidat a souscrit les déclarations lui incombant en matière sociale et qu'il a acquitté les cotisations sociales exigibles. La liste de ces cotisations sociales devant donner lieu à la délivrance de ces certificats ainsi que la liste des administrations et organismes compétents figurent dans l'arrêté 22 mars 2019 « fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique ».
- Le numéro unique d'identification INSEE (ou SIREN) à jour. Si la CPAM de la Somme se trouve dans l'impossibilité technique d'accéder aux données nécessaires en utilisant ce numéro, le Titulaire communique un extrait d'immatriculation au registre ou au répertoire auquel il est inscrit.
- La pièce mentionnée aux articles D 8254-2 à D 8254-5 du Code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à autorisation de travail mentionnée aux articles L 5221-1, 3 et 11 du Code du travail. Cette liste doit préciser, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.
- Le cas échéant, les pièces mentionnées aux articles R 1263-12 et D 8222-7 du Code du travail.

Lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du Titulaire ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés ci-dessus, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme bénéficiaire professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement. Si les documents sont rédigés dans une autre langue que le français, le Titulaire devra joindre une traduction française de ces documents.

À défaut, le présent accord-cadre pourra être résilié aux torts du Titulaire. Ainsi, la CPAM de la Somme pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent accord-cadre, aux frais et risques du Titulaire en application de l'article 45 du CCAG-FCS.

Les documents cités ci-dessus devront être adressés, s'en qu'il soit nécessaire que la CPAM les réclame :

Soit par mail : [estela.deoliveira@assurance-maladie.fr](mailto:estela.deoliveira@assurance-maladie.fr)

ou par courrier à l'adresse suivante :

**CPAM HD**  
**Administration Générale, Flux entrants et transition écologique**  
**Pôle BAMAC / Cellule Marchés**  
**A l'attention de Mme Estela DE OLIVEIRA**  
**8 Place Louis Sellier**  
**TSA 99998**  
**80049 Amiens cedex 1**  
**( ! cette adresse postale n'est à utiliser que pour l'envoi de ces documents )**

## **Article 27. Lutte contre le travail dissimulé**

Conformément à l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221- 3 à L. 8221-5 du Code du Travail, des pénalités d'un montant égal à 5 % du montant hors taxes de l' accord-cadre (montant consommé par l'organisme) lui seront infligées sous réserve qu'elles n'excèdent pas celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

La CPAM de la Somme informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du Code du travail, enjoindra aussitôt de faire cesser cette situation. Le titulaire ainsi mis en demeure devra apporter, à la CPAM de la Somme, la preuve qu'il a mis fin à la situation délictueuse.

La CPAM de la Somme transmettra, sans délai, à l'agent auteur du signalement les éléments de réponse communiqués par le titulaire ou l'informerait d'une absence de réponse.

A défaut de correction des irrégularités signalées dans un délai mentionné par la CPAM de la Somme, ce dernier en informera l'agent auteur du signalement et pourra appliquer les pénalités prévues par le présent accord-cadre ou résilier le contrat sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

## **Article 28. Résiliation**

Le présent accord-cadre pourra faire l'objet d'une résiliation dans les conditions fixées au chapitre 7 du CCAG-FCS.

### **Article 28.1. Résiliation aux torts du titulaire**

La résiliation pourra être prononcée pour faute unilatéralement et sans indemnité dans les conditions de l'article 41 du CCAG-FCS, et notamment :

- En cas de non-respect des dispositions contractuelles générales dans le cadre de l'exécution des prestations ;
- En cas de non-respect des articles 16-1 et 16-3 du présent CCAP relatifs à la confidentialité et à l'intégrité ;
- En cas de non-respect des obligations de respect des données personnelles décrites à l'article 15 du présent CCAP ;
- En cas de non-respect de l'obligation d'information de changement de situation prévue à l'article 25 du présent CCAP ;
- En cas de manquements aux formalités mentionnées aux articles L 8221-3 à L 8221-5 du Code du travail ;
- En cas d'inexactitude ou de refus de produire les documents et renseignements mentionnés aux articles R 2143-7 à R 2143-10 du Code de la commande publique.

Tout autre cas de résiliation aux torts du Titulaire est prévu par l'article 41 du CCAG-FCS

La décision de résilier le présent accord-cadre aux torts du Titulaire est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec avis de réception, elle mentionne la date à laquelle la résiliation prend effet.

Dans les cas prévus à l'article 41.2 du CCAG-FCS, une mise en demeure préalable, assortie d'un délai d'exécution est notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et précise le manquement aux obligations contractuelles et mentionne la sanction envisagée. Si la mise en demeure est infructueuse, le présent accord-cadre est résilié par la CPAM de la Somme, aux torts du Titulaire, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité.

De plus, la CPAM de la Somme se réserve le droit de passer, aux frais et risques du Titulaire, un marché pour l'exécution de tout ou partie des prestations non réalisées dans le cadre du présent accord-cadre, dans les conditions de l'article 45 du CCAG-FCS.

## **Article 28.2. Résiliation du fait de la CPAM de la Somme**

Le présent accord-cadre peut être résilié, à tout moment, à la seule initiative de la CPAM de la Somme et en l'absence même de faute du Titulaire, si :

- le Titulaire se trouve dans l'impossibilité d'exécuter l'accord-cadre du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ;
- **une procédure nationale ou régionale ayant le même objet est lancée.**

La résiliation du présent accord-cadre est notifiée au Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception, laquelle indique la date effective de résiliation. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité.

**Le délai de prévenance au Titulaire est de deux mois minimum.**

La CPAM de la Somme peut également faire application des articles 39, 40 et 42 du CCAG-FCS.

## **Article 29. Litiges**

En cas de différends et litiges, le droit français est applicable.

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent accord-cadre et qui n'aurait pu être réglé dans le cadre des dispositions prévues au CCAG-FCS, les deux parties entendent le soumettre à la juridiction administrative compétente :

Tribunal Judiciaire d'Amiens  
14 rue Robert de Luzarches - 80027 Amiens - France  
☎ Téléphone : 03 22 82 35 00 - 📠 03 22 91 22 11 - Adresse Internet : <http://www.justice.gouv.fr/>

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre la CPAM et le titulaire ne pourront être invoquées par cette dernière comme cause d'arrêt ou de suspension, même momentanée, des prestations à effectuer.

### Article 30. Évolution de la législation

Par dérogation aux articles 5.2.2 (Protection des données à caractère personnel), 6.2 (protection de la main d'œuvre) 7.2 (Protection de l'environnement) du CCAG-FCS, toute évolution législative en cours d'exécution du présent accord-cadre s'applique de plein droit à ce dernier sans qu'il soit nécessaire de le formaliser par un avenant sauf :

- pour le cas où cette législation entraîne des prestations indispensables supplémentaires
- pour le cas où une disposition de la dite nouvelle législation prévoit expressément le contraire.

### Article 31. Dérogations au CCAG-FCS

Article du CCAP	Article du CCAG-FCS	Objet de la dérogation
3.2	13.1.2	Délais d'exécution
23	14, 14.1.3	Pénalités
30	5.2.2, 6.2, 7.2	Evolution de la législation